

	<p>SERVICES RESSOURCES HUMAINES</p> <p>Marché A Procédure Adaptée</p> <p>(Passés en application des articles L2123-1, R2123-1 et 5 et R2162-3 du Code de la commande publique)</p>
---	---

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Organisation et prise en charge de l'accueil des scientifiques étrangers
recrutés dans les projets du Centres Inria de l'Université Grenoble Alpes**

MARCHE DE SERVICES N° 2025-1234

ARTICLE I.: OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'organisation et la prise en charge de l'accueil des scientifiques étrangers recrutés par les projets du centre de recherche Inria de l'université Grenoble Alpes.

Lieu(x) d'exécution : région grenobloise et lyonnaise.

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et 5 du Code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet d'un marché avec maximum passé en application des articles R2162-3 , R2162-7 à 9 et R 2162-13 et 14.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande et un opérateur économique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum. Le montant maximum est fixé à l'acte d'engagement.

1.1. Décomposition

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.2. Durée - Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter de sa notification.

Le début du marché débute en janvier 2026.

Si le titulaire ne satisfait pas aux prescriptions des cahiers des charges, Inria se réserve le droit, par lettre recommandée avec AR, de mettre un terme au marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

Durant les deux mois précédant l'échéance, normale ou prématurée du marché, le titulaire sera tenu de laisser libre accès aux installations et de fournir tous les renseignements nécessaires à la reprise de l'exploitation par une autre entreprise ou établissement.

1.3. Interlocuteurs :

Dès la notification du présent marché, le titulaire désignera la personne habilitée à assurer la conduite des prestations, objet du présent marché.

Le Pouvoir adjudicateur donnera les coordonnées de personnes en charge du suivi des prestations.

ARTICLE II.PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS Les pièces constitutives du marché dont seul fait foi l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration sont les suivantes par ordre de priorité croissant :

Les pièces particulières :

- l'acte d'engagement dûment daté et signé par les 2 parties,
- le bordereau de prix unitaire, datée et signée par le titulaire.

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, et son annexe RGPD dûment datée et signée par le titulaire
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le mémoire technique complété et renseigné avec l'offre du candidat, dûment daté et signé par le titulaire
- Catalogue de Packs au tarif public prix catalogue et remise consentie

Les pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. *Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.*
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Seules les prescriptions administratives et techniques demandées par le pouvoir adjudicateur sont exécutables. Les conditions générales de vente fournies par le candidat ne sont pas applicables.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou sont déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire définitive, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

ARTICLE III.DUREE DU MARCHÉ

3.1. Délais de base

Le titulaire et le représentant d'Inria s'informent de la date prévisionnelle d'exécution des prestations avant la passation de chacun des bons de commande.

Les délais d'exécution applicables dans le cadre du marché sont régis par l'article 13 du CCAG/FCS et les diverses prescriptions du CCTP.

3.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

A la demande du titulaire, les délais d'exécution des prestations mentionnées dans le Cahier des Clauses Techniques particulières pourront être expressément prolongés par Inria.

ARTICLE IV.PRIX DE REGLEMENT – EVOLUTION TARIFAIRE

4.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont conclus en euros hors TVA. Le taux de TVA à appliquer est celui en vigueur lors du fait générateur (taux de TVA en vigueur pour les prestations objets du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

4.2. Forme des prix

Le marché est passé à prix unitaire.

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires et pour les produits liés au marché n'apparaissant pas sur ce bordereau, les prestations seront rémunérées sur la base du tarif public prix catalogue déduction faite de la remise consentie à Inria.

Les prix sont fermes la première année du marché puis sont ajustables une fois par période de 12 mois.

Le titulaire enverra sa demande le bordereau d'ajustement de prix et indiquera la date d'entrée en vigueur de son tarif modifié, en tenant compte des clauses inscrites ci-dessus à l'adresse mail suivante : achats-grenoble@inria.fr

Inria informera le titulaire de son éventuel désaccord sur les informations transmises, ou pourra demander un complément (notamment des éléments justificatifs concernant l'évolution des prix).

Une non-réponse de la part d'Inria, vaudra acceptation des conditions indiquées.

Les prix ainsi ajustés seront fermes et invariables pour toutes commandes passées pendant la période de validité concernée.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % l'an.

Pour les remises exceptionnelles et prix promotionnels :

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le Pouvoir Adjudicateur des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de ces offres promotionnelles

Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur en temps voulu et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le titulaire du marché sera redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non application de ces tarifs promotionnels.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur que les prix proposés n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant

ARTICLE V. MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations objet du présent marché public seront réglées à terme échu, 100 % après service fait pour chaque intervention et selon les règles de la comptabilité publique. Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.1 Mode de transmission des factures :

Le paiement sera effectué par Inria sur présentation d'une facture électronique déposée par le titulaire sur CHORUS PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture devra être établie au nom d'Inria et faire référence à son SIRET n° 18008904700013. Elle devra, par ailleurs, faire référence au présent marché et comporter impérativement, outre les mentions légales obligatoires, le numéro du bon de commande communiqué par les services d'Inria en exécution de celle-ci, ainsi les références bancaires ou postales du compte comme indiqué dans l'acte d'engagement.

- En cas de cotraitance :
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Toutes les entreprises doivent transmettre des factures dématérialisées.

Ces dispositions s'appliquent tant au titulaire du marché qu'aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

5.2 Présentations factures :

Les demandes de paiement comporteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

Les indications obligatoires sous peine de rejet :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : **18008904700013**
- **Le numéro d'engagement** juridique que vous trouverez sur le support contractuel qui vous lie à Inria ou qui vous aura été communiqué.
- **Les références bancaires** ou postales du compte à créditer telles que mentionnées à l'acte d'engagement.

Les indications minimum suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ; le numéro de TVA intracommunautaire de Inria : FR45180089047
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- Travaux;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Pour éviter tout rejet, au préalable, nous vous conseillons d'envoyer votre projet de facture par courriel à achats-grenoble@inria.fr

5.3 Renseignements administratifs :

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est Monsieur le Président Directeur Général d'Inria Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex .
Tel : 01 39 63 55 11.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'agent comptable d'Inria, Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 55

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : sd-fournisseurs@inria.fr

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

5.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Inria se libérera des sommes dues au titulaire par virement par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou des demandes de paiement équivalentes sous réserve d'admission des prestations. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

Toutefois, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les intérêts moratoires ne seront pas dus en cas de présentation de factures non conformes. Le délai de 30 jours commencera à courir à **compter de la date de réception d'une facture établie en bonne et due forme.**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoire ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché seront déduites du montant HT de la facture correspondante ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

ARTICLE VI. Avance

Sans objet

ARTICLE VII. Modalités d'intervention

Conformément au CCTP

ARTICLE VIII. Synthèse des interventions – rapport annuel

Conformément au CCTP

ARTICLE IX. Contrôle et vérification

Conformément au CCTP

ARTICLE X. Disponibilité du personnel du titulaire

Conformément au CCTP

ARTICLE XI. Sous-traitance

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193.1 du CCP et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

Le compte à créditer.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être constatés par un « acte spécial » signé, au moins, des deux parties (l'établissement, le titulaire), au mieux des trois parties (l'établissement, le titulaire et le sous-traitant), dans les conditions fixées à R 2193-3 et 4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions des articles L2193-4 à 6 et L2193-10 à 14 et R2193-10 à 16 du CCP.

En application des dispositions de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier les sous-traitants qui confient à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions de l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Un B.P.U. spécifique indiquant les prestations sous-traitées est à remplir et à annexer à toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

Un acte spécial (formulaire DC4 pouvant être employé)

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Les justificatifs des capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Conformément à la loi n° 2014-790 du 10/07/2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, le sous-traitant faisant appel à des travailleurs détachés s'engage :

- à déposer une déclaration préalable auprès de l'Inspection du Travail du lieu où la prestation débute,
- à désigner un représentant identifié sur le territoire national, chargé de fournir toutes les pièces justificatives au maître d'ouvrage et aux corps de contrôle à leur demande.

Il est rappelé que la méconnaissance de ces règles engage la responsabilité du sous-traitant, qui s'expose à une amende de 10.000 € maximum.

Le titulaire du marché faisant appel à un sous-traitant joindra à la demande d'acceptation du sous-traitant tout document permettant de justifier que les règles précitées ont été respectées. En cas contraire, la demande d'acceptation du sous-traitant sera rejetée.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique un résumé de la nature et le montant des prestations que le titulaire (BPU spécifique à joindre pour chaque sous-traitant), mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Entreprise donneur d'ordre	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant total de la prestation
			Joindre un BPU spécifique

Le DC4 est téléchargeable via ce lien : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Le prestataire s'engage à respecter les prestations comprises dans le marché et les options citées.

ARTICLE XII. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE XIII. Pénalités pour retard

Dans le cas où le délai contractuel d'exécution ne serait pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500} \text{ dans laquelle :}$$

P = montant des pénalités,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur des prestations en retard,

R = le nombre de jours de retard.

13.1 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où Inria est informé par un agent de l'inspection du travail que son cocontractant titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il sera dans l'obligation, après mise en demeure, d'appliquer les pénalités suivantes :

Inria enjoindra le titulaire à régulariser la situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par Inria par tout support permettant d'attester d'une date certaine. Le titulaire devra, alors, dans ce délai, apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse, par tout support permettant d'attester d'une date certaine. En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire, dans un premier temps, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (jusqu'à la régularisation de la situation) et ce pendant 21 jours calendaires maximum. Passé ce délai de 21 jours calendaires, Inria pourra résilier, après mise en demeure du titulaire par lettre recommandée, le marché, pour faute du titulaire, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article 13 du présent marché).

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

13.2 Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation **pour faute** il sera fait, application des articles 41 et 45 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

- Inria pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourront surgir pour l'interprétation et l'exécution du présent marché.

En cas de difficultés survenant, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon ;

À l'attention du CCIRA de Lyon 1 boulevard Vivier Merle, 69443 LYON CEDEX 03;

Tél. 04 26 99 28 33

Courriel : ara.ccira@direccte.gouv.fr

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé par le comité visé ci-dessus, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du tribunal territorialement compétent qui est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr.

Grefe du Tribunal administratif de Grenoble :

2 place de Verdun

38000 Grenoble

Tél. : 04-76-72-90-00

Fax : 04-76-42-22-69

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

ARTICLE XIV. **Clause de confidentialité :**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, a reçu communication à titre confidentiel ou secret de renseignements, documents ou objet quelconques est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Cette obligation s'impose à tous les membres de son personnel, elle se poursuivra après l'expiration du présent marché, sans limitation de durée.

Il doit sans délai avertir Inria de l'université Grenoble Alpes. de toute violation de l'obligation de confidentialité. En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent

article, Inria Grenoble Inria de l'université Grenoble Alpes.peut résilier le marché dans les conditions mentionnées à l'article 13 du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

ARTICLE XV. **Dérogation au CCAG FCS**

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
- L'article 5.3 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 13 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG fournitures courantes et services